

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/47551]

**29 JUIN 2023. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 27 mai 2019 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement**

Le Ministre de l'Énergie et le Ministre du Logement,

Vu le Code wallon de l'habitation durable, les articles 14 et 29, modifiés en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement, l'article 6, § 4, et 7, § 1<sup>er</sup> ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 mai 2019 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 juin 2023 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 février 2023 ;

Vu le rapport du 23 février 2023 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup> du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 23 mars 2023, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis du CESE Pôle Énergie, donné le 12 avril 2023 ;

Considérant l'avis du CESE Pôle Logement, donné le 12 avril 2023,

Arrêtent :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'intitulé de l'arrêté ministériel du 27 mai 2019 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement, les mots « de ses rapports de suivi de travaux » sont abrogés.

**Art. 2.** A l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au 2<sup>o</sup>, les mots « de la paroi » sont abrogés ;

2<sup>o</sup> il est inséré un 2<sup>o</sup>/1 rédigé comme suit :

« 2<sup>o</sup>/1 le coefficient de résistance thermique, R : le coefficient déterminé conformément à l'annexe B1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments, en m<sup>2</sup>K/W ; » ;

3<sup>o</sup> le 3<sup>o</sup> est complété par les mots :

« Cette énergie finale ne tient pas compte des rendements de transformation des vecteurs énergétiques et de l'autoproduction des panneaux solaires photovoltaïques ; » ;

4<sup>o</sup> le 5<sup>o</sup> est abrogé ;

5<sup>o</sup> au 6<sup>o</sup>, la phrase « Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, cette énergie finale ne tient pas compte des rendements de transformation des vecteurs énergétiques et de l'autoproduction des panneaux solaires photovoltaïques. » est abrogée.

**Art. 3.** A l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « d'étanchéité et de stabilité » sont abrogés ;

2<sup>o</sup> au paragraphe 1, alinéa 1<sup>er</sup>, les 3<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup> sont abrogés ;

3<sup>o</sup> au paragraphe 2, les mots « 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> » sont abrogés ;

4<sup>o</sup> au paragraphe 2, les mots « enregistrement du premier rapport de suivi de travaux » sont remplacés par les mots « accusé de réception de la première demande de prime travaux ».

**Art. 4.** Le chapitre 1<sup>er</sup> du même arrêté est complété par un article 3/1 rédigé comme suit :

« Art. 3/1. Les travaux liés visés à l'article 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>/3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement comprennent :

1<sup>o</sup> pour les travaux relatifs à la toiture : les travaux visés aux 3<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup> de l'annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement ;

2<sup>o</sup> pour les travaux relatifs aux murs : les travaux visés aux 4<sup>o</sup>, a) et b) et 7<sup>o</sup> de l'annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement ;

3<sup>o</sup> pour les travaux relatifs aux sols : les travaux visés aux 4<sup>o</sup>, c) et 8<sup>o</sup> de l'annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement. ».

**Art. 5.** À l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « 110 euros » sont remplacés par les mots « 190 euros » ;

2<sup>o</sup> l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 6.** À l'article 5 du même arrêté, les mots « 6 euros » sont remplacés par les mots « 10 euros ».

**Art. 7.** À l'article 6 du même arrêté, les mots « de la charpente » sont remplacés par les mots « de la ou des charpentes du logement ou des logements ».

**Art. 8.** À l'article 7 du même arrêté, les mots "d'un dispositif de collecte et d'évacuation des eaux pluviales" sont remplacés par « du ou des dispositifs de collecte et d'évacuation des eaux pluviales du logement ou des logements ».

**Art. 9.** À l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° est complété par les mots « (pied de mur) » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « 5 euros » sont remplacés par les mots « 6 euros » ;

3° à l'alinéa 3, les mots « 6 euros » sont remplacés par les mots « 8 euros ».

**Art. 10.** À l'article 11, alinéa 2, du même arrêté, les mots « 250 euros » sont remplacés par les mots « 350 euros ».

**Art. 11.** À l'article 12, alinéa 2, du même arrêté, les mots « 250 euros » sont remplacés par les mots « 350 euros ».

**Art. 12.** À l'article 13 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « 200 euros » sont remplacés par les mots « 800 euros » ;

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Afin de valider la mise en conformité de l'installation électrique, le demandeur joint à la demande de prime travaux, une copie du certificat de conformité délivré par l'organisme agréé, le cas échéant, postérieurement à la réalisation des travaux de mise en conformité. ».

**Art. 13.** À l'article 14 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « 200 euros » sont remplacés par les mots « 350 euros » ;

2° l'article est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Afin de valider la mise en conformité de l'installation de gaz, le demandeur joint à la demande de prime travaux, une copie du certificat de conformité délivré soit par l'organisme agréé, soit par l'entrepreneur disposant de l'habilitation gaz, label CERGA, le cas échéant postérieurement à la réalisation des travaux de mise en conformité.

L'entrepreneur disposant de l'habilitation gaz, label CERGA, valide la mise en conformité de l'installation de gaz uniquement lorsqu'il a réalisé lui-même les travaux d'appropriation sur l'ensemble de l'installation. ».

**Art. 14.** A l'article 15 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « la paroi soit isolée au moyen d'un matériau isolant permettant d'atteindre un coefficient de transmission thermique maximal de la paroi,  $U$ , inférieur ou égal à  $0,20 \text{ W/m}^2\text{K}$ . » sont remplacés par les mots « les investissements soient réalisés au moyen d'un matériau dont le coefficient de résistance thermique  $R$  est supérieur ou égal à  $5,00 \text{ m}^2\text{K/W}$ . » ;

2° au paragraphe 2, les mots « ou du sol » sont abrogés ;

3° au paragraphe 2, les mots « la paroi soit isolée au moyen d'un matériau isolant permettant d'atteindre un coefficient de transmission thermique maximal de la paroi,  $U$ , inférieur ou égal à  $0,24 \text{ W/m}^2\text{K}$ . » sont remplacés par les mots « les investissements soient réalisés au moyen d'un matériau dont le coefficient de résistance thermique  $R$  est supérieur ou égal à  $3,50 \text{ m}^2\text{K/W}$ . » ;

4° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Pour les demandes de prime introduites à partir du 1 juillet 2024, Une prime est octroyée pour l'isolation thermique des murs en contact avec l'ambiance extérieure, (un espace non chauffé qui est à l'abri du gel ou un espace non chauffé qui n'est pas à l'abri du gel ou un sol - arrêté modificatif du 4 décembre 2020, art.1) à la condition que les investissements soient réalisés au moyen d'un matériau dont le coefficient de résistance thermique  $R$  est supérieur ou égal à  $4,00 \text{ m}^2\text{K/W}$ . » ;

5° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Une prime est octroyée pour l'isolation thermique du sol en contact avec l'ambiance extérieure, un espace non chauffé qui est à l'abri du gel ou un espace non chauffé qui n'est pas à l'abri du gel ou un sol à la condition que les investissements soient réalisés au moyen d'un matériau dont le coefficient de résistance thermique  $R$  est supérieur ou égal à  $3,50 \text{ m}^2\text{K/W}$ . » ;

6° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. La paroi isolée est existante au jour de la visite de l'auditeur. » ;

7° l'article est complété par les paragraphes 5 et 6 rédigés comme suit :

« § 5. Le matériau isolant, objet de la demande de prime, peut être placé en plusieurs couches.

Dans ce cas, la somme des résistances thermiques des différentes couches est supérieure ou égale au coefficient déterminé aux paragraphes 1 à 3.

§ 6. Une prime est octroyée pour le remplacement des aires de circulation et des sous-couches, ainsi que des plinthes en cas d'isolation thermique du sol sur la dalle. » ;

8° l'article est complété par un paragraphe 7 rédigé comme suit :

« § 7. Le montant de base de la prime visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est de 50 euros par mètre carré d'isolation placée. Ce montant est de 65 euros par mètre carré si la teneur biosourcée du produit mis en œuvre dans le cadre de l'investissement, mesurée selon la norme prEN 16785-2 : 2018 est supérieure ou égale à septante pour cent. La preuve en est apportée par un audit externe réalisé selon la norme EN 17 065.

Le montant de base de la prime visée au paragraphe 2 est de 22 euros par mètre carré d'isolation placée. Ce montant est de 30 euros par mètre carré si la teneur biosourcée du produit mis en œuvre dans le cadre de l'investissement, mesurée selon la norme prEN 16785-2 : 2018 est supérieure ou égale à septante pour cent. La preuve en est apportée par un audit externe réalisé selon la norme EN 17 065.

Le montant de base de la prime visée au paragraphe 3 est de 15 euros par mètre carré d'isolation placée. Ce montant est de 20 euros par mètre carré si la teneur biosourcée du produit mis en œuvre dans le cadre de l'investissement, mesurée selon la norme prEN 16785-2 : 2018 est supérieure ou égale à septante pour cent. La preuve en est apportée par un audit externe réalisé selon la norme EN 17 065.

Le montant de base de la prime visée au paragraphe 6 est de 5 euros par mètre carré. ».

**Art. 15.** A l'article 16 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « Au terme des travaux, les menuiseries remplacées, qui font l'objet de la demande de prime, c'est-à-dire les portes et les châssis, respectent un coefficient de transmission thermique moyen  $U_D$  ou  $U_w$  inférieur ou égal à  $1,50 \text{ W/m}^2\text{K}$ , déterminé conformément à l'annexe B1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments. Les éléments transparents ou translucides placés dans les menuiseries extérieures respectent un coefficient de transmission thermique inférieur ou égal à  $1,10 \text{ W/m}^2\text{K}$  et déterminé conformément au marquage CE, c'est-à-dire pour le vitrage, calculé selon la NBN EN 673. La prime est octroyée uniquement si le vitrage respecte la norme NBN S23-002. » ;

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le montant de base de la prime est de 65 euros par mètre carré remplacé. ».

**Art. 16.** À l'article 17 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « 500 euros » sont remplacés par les mots « 700 euros par appareil » ;

2° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « 1.000 euros » sont remplacés par les mots « 1.500 euros par appareil » ;

3° l'article est complété par les paragraphes 4, 5 et 6 rédigés comme suit :

« § 4. Afin de valider les travaux d'installation d'une pompe à chaleur pour l'eau chaude sanitaire, pour le chauffage ou combinée, le demandeur joint, le cas échéant, à la demande de prime travaux une copie de l'offre-type d'installations de pompes à chaleur publiée sur le site internet de l'administration, complétée et signée par le demandeur et l'installateur.

§ 5. Afin de valider les travaux visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, le demandeur transmet le cas échéant :

1° pour les pompes à chaleur soumises aux règlements n° 812/2013 et n° 814/2013, une copie de l'étiquette énergétique de l'appareil installé, telle que définie par le règlement n° 812/2013 ;

2° pour les pompes à chaleur soumises uniquement au règlement n° 814/2013, une copie de la fiche technique telle que définie par le règlement n° 814/2013.

§ 6. Afin de valider les travaux visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2° le demandeur transmet le cas échéant :

1° pour les pompes à chaleur soumises au règlement n° 813/2013, une photocopie de la fiche technique complète telle que définie par le règlement n° 813/2013 ;

2° pour les pompes à chaleur non soumises au règlement n° 813/2013, une copie du rapport de test réalisé soit selon la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test, soit selon la norme NBN EN 15879-1, par un laboratoire satisfaisant aux exigences générales prévues par la norme NBN EN ISO/IEC 17025 pour la réalisation d'essais sur les pompes à chaleur ou pour une autre application.

Lorsque les investissements concernent l'installation d'une pompe à chaleur figurant sur la liste des pompes à chaleur mise à disposition sur le site internet de l'administration, les paragraphes 5 et 6 ne s'appliquent pas. ».

**Art. 17.** A l'article 18 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, le 4° est abrogé ;

2° au paragraphe 3, les mots « 1.000 euros » sont remplacés par les mots « 1.800 euros par appareil » ;

3° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Afin de valider les travaux d'installation d'une chaudière biomasse, le demandeur joint à la demande de prime travaux, une copie du rapport de test réalisé selon la norme NBN EN 303-5 en vigueur lors de la réalisation du test.

Lorsque les investissements concernent l'installation d'une chaudière biomasse figurant sur la liste des chaudières biomasses mise à disposition sur le site internet de l'administration, la copie du rapport de test ne doit pas être transmise par le demandeur. ».

**Art. 18.** A l'article 19 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, le 2° est abrogé ;

2° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, les mots « visées dans l'arrêté royal du 12 octobre 2010 réglementant » sont remplacés par « NBN EN 13240, NBN EN 13229, NBN EN 15250, NBN EN 14785, NBN EN 12809, NBN EN 12815, NBN EN 16510. » ;

3° au 3°, le tableau est remplacé par le tableau suivant :

| Type de combustible | Rendement | Emissions de monoxyde de carbone (CO) à 13% d'O <sub>2</sub> | Emissions de particules (PM) à 13% d'O <sub>2</sub> | Emissions d'oxyde d'azote (NOx) à 13% d'O <sub>2</sub> |
|---------------------|-----------|--|---|--|
| Pellets             | ≥ 87 %    | ≤ 250 mg/Nm <sup>3</sup>                                     | ≤ 20 mg/Nm <sup>3</sup>                             | ≤ 200 mg/Nm <sup>3</sup>                               |
| Autres biomasses    | ≥ 75 %    | ≤ 1250 mg/Nm <sup>3</sup>                                    | ≤ 30 mg/Nm <sup>3</sup>                             | ≤ 200 mg/Nm <sup>3</sup>                               |

4° au paragraphe 3, les mots « 250 euros » sont remplacés par les mots « 400 euros par appareil » ;

5° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Afin de valider les travaux d'installation d'un poêle biomasse local, le demandeur transmet, le cas échéant, une copie du rapport de test réalisé selon la norme NBN EN 13240, NBN EN 13229, NBN EN 15250, NBN EN 14785, NBN EN 12809, NBN EN 12815, NBN EN 16510, déterminée selon le type de poêle, en vigueur lors de la réalisation du test.

Lorsque les investissements concernent l'installation d'un poêle biomasse figurant sur la liste des poêles biomasses mise à disposition sur le site internet de l'administration, la copie du rapport de test ne doit pas être transmise par le demandeur. ».

**Art. 19.** À l'article 20 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « l'alinéa 1<sup>er</sup> » sont remplacés par les mots « le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup> 5° » ;

2° au paragraphe 3, les mots « 750 euros » sont remplacés par les mots « 1.050 euros par installation » ;

3° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Afin de valider les travaux d'installation d'un chauffe-eau solaire, le demandeur transmet une copie de l'offre-type d'installations solaires thermiques publiée sur le site internet de l'administration, complétée et signée par le demandeur et l'installateur. ».

**Art. 20.** A l'article 21 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « assurant la ventilation de l'ensemble des espaces du logement : » sont insérés entre les mots « d'un des systèmes de ventilation suivants » et les mots « 1° un système centralisé » ;

2° au paragraphe 2, le 3° est abrogé ;

3° le paragraphe 2 est complété par un 3° rédigé comme suit : « Pour le paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, est équipée d'une fonctionnalité à la demande, telle que définie dans l'annexe à l'arrêté ministériel du 16 octobre 2015 déterminant les valeurs du facteur de réduction pour la ventilation visée à l'annexe A1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments.

Pour le paragraphe 1<sup>er</sup>, 2° est équipée, le cas échéant, d'un dispositif de récupération de chaleur d'une efficacité minimale de septante-huit pour cent selon la NBN EN 308, complétée par l'annexe G de l'annexe A1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments. » ;

4° au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « 500 euros » sont remplacés par les mots « 700 euros par installation » ;

5° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « 1.200 euros » sont remplacés par les mots « 1.700 euros par installation » ;

6° il est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Afin de valider les travaux d'installation d'un système de ventilation, le demandeur transmet :

1° un rapport attestant de la conformité des débits de ventilation effectivement mis en œuvre et de leur conformité par rapport aux débits exigés au § 2, 2°.

Concernant le § 1, 1°, le débit de chaque bouche de ventilation mécanique est mesuré et, le cas échéant, la capacité de chaque ouverture de ventilation naturelle est justifiée à l'aide de la documentation technique.

2° le cas échéant, un rapport de test du récupérateur de chaleur établi selon la norme NBN EN 308 complétée par l'annexe G de l'annexe A1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments. ».

**Art. 21.** La sous-section 2 « Les systèmes de ventilation » est complétée par deux articles rédigés comme suit :

« Art. 21/1. § 1<sup>er</sup>. Une prime est octroyée pour l'installation d'un système de ventilation mécanique simple flux qui assure la ventilation d'une partie des espaces du logement.

§ 2. Pour être éligible, l'installation :

1° respecte les exigences de ventilation de l'annexe C4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments ;

2° respecte, pour les espaces ainsi desservis, les prescriptions de l'annexe C2 et, le cas échéant, de l'annexe C3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments ;

3° est équipée d'une forme de régulation du débit de chaque groupe d'extraction installé, en fonction des besoins de ventilation détectés dans le ou les espaces desservis :

a) une toilette est au moins équipée, soit d'une détection de présence dans l'espace même, soit d'une détection de CO<sub>2</sub> dans l'espace même ou dans un conduit d'évacuation qui dessert uniquement cet espace, soit d'un couplage à l'interrupteur d'éclairage de l'espace (à condition que l'espace toilette soit dépourvu d'un éclairage naturel direct) ; une cuisine est au moins équipée, soit d'une détection de CO<sub>2</sub> dans l'espace même ou dans un conduit d'évacuation qui dessert uniquement cet espace, soit d'une détection d'humidité relative dans l'espace même ou dans un conduit d'évacuation qui dessert uniquement cet espace ;

b) les autres espaces humides (salle de douche, salle de bain, buanderies) sont équipés d'une détection d'humidité relative dans l'espace même ou dans un conduit d'évacuation qui dessert uniquement cet espace.

§ 3. Le montant de base de la prime est de 200 euros par appareil de ventilation simple flux installé.

§ 4. Afin de valider les travaux d'installation d'un système de ventilation, le demandeur transmet :

a) un rapport de mesure attestant des débits de ventilation mécanique effectivement mis en œuvre et de leur conformité par rapport aux débits exigés au paragraphe 2, 2° ;

b) une description des espaces desservis et des modes de détection installés.

Art. 21/2. § 1<sup>er</sup>. Une prime est octroyée pour l'installation d'un système de ventilation mécanique double flux qui assure la ventilation d'une partie des espaces du logement.

§ 2. Pour être éligible, l'installation :

1° respecte les exigences de ventilation de l'annexe C4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments ;

2° respecte, pour les espaces ainsi desservis, les prescriptions de l'annexe C2 et, le cas échéant, de l'annexe C3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments ;

3° comporte, pour chaque groupe de ventilation, un dispositif de récupération de chaleur d'une efficacité minimale de cinquante pour cent selon la norme NBN EN 308 complétée par l'annexe G de l'annexe A1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments.

§ 3. Le montant de base de la prime est de 400 euros par appareil double flux installé.

§4. Afin de valider les travaux d'installation d'un système de ventilation, le demandeur transmet :

a) un rapport de mesure attestant des débits de ventilation mécanique effectivement mis en oeuvre et de leur conformité par rapport aux débits exigés au paragraphe 2, 2° ;

b) le cas échéant, pour chaque dispositif de récupération de chaleur installé, un rapport de test de l'efficacité de ce dispositif, établi selon la norme NBN EN 308 complétée par l'annexe de G de l'annexe A1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments. ».

**Art. 22.** Au chapitre 2, section 6 du même arrêté, la sous-section 3 est remplacée par ce qui suit :

« Sous-section 3 - L'augmentation des rendements de production, de distribution, de stockage et d'émission des installations de chauffage

Art. 22. § 1<sup>er</sup>. Une prime est octroyée pour l'isolation des conduites et de ses accessoires situés dans un espace non chauffé qui est à l'abri du gel ou un espace non chauffé qui n'est pas à l'abri du gel.

§ 2. Pour être éligibles, les investissements répondent aux exigences définies dans l'annexe C4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments.

§ 3. Le montant de base de la prime est de 85 euros par logement.

§ 4. Afin de valider les travaux, le demandeur transmet le cas échéant une copie du rapport relatif au calorifugeage des tuyaux d'eau chaude conformément à l'annexe C4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments, rédigé par l'installateur qui a réalisé l'installation.

Art. 22/1. Une prime est octroyée pour l'isolation d'un ballon de stockage de chauffage au moyen d'un matériau isolant possédant un coefficient de résistance thermique, R, supérieur ou égal à  $1,50 \text{ m}^2 \text{ K/W}$ .

Lorsque le ballon de stockage de chauffage a une capacité inférieure ou égale à cinq cents litres, le montant de base de la prime est de 50 euros par ballon de stockage de chauffage isolé.

Lorsque le ballon de stockage de chauffage a une capacité supérieure à cinq cents litres, le montant de base de la prime est de 85 euros par ballon de stockage de chauffage isolé.

Art. 22/2. § 1<sup>er</sup>. Une prime est octroyée pour l'installation de circulateurs à vitesse variable.

Le montant de base de la prime est de 35 euros par circulateur installé lorsque le circulateur dessert maximum trois logements.

Le montant de base de la prime est de 190 euros par circulateur installé lorsque le circulateur dessert au moins quatre logements.

§ 2. Afin de valider les travaux, le demandeur transmet la documentation technique attestant que l'appareil installé est à vitesse variable.

Art. 22/3. Une prime est octroyée pour le remplacement d'un ballon de stockage d'un système de chauffage.

Le ballon de stockage installé n'est pas équipé d'une résistance électrique.

Lorsque le ballon de stockage de chauffage a une capacité inférieure ou égale à cinq cents litres, le montant de base de la prime est de 100 euros par ballon de stockage de chauffage remplacé.

Lorsque le ballon de stockage de chauffage a une capacité supérieure à cinq cents litres, le montant de base de la prime est de 170 euros par ballon de stockage de chauffage remplacé.

Art. 22/4. Une prime est octroyée pour le placement d'un minimum de cinq vannes thermostatiques sur des émetteurs de chaleur.

Le montant de base de la prime est de 50 euros et un montant de base complémentaire de 10 euros par vanne supplémentaire installée.

Art. 22/5. Une prime est octroyée pour le placement d'un thermostat d'ambiance qui assure la mise à l'arrêt du producteur ou des circulateurs en dehors des périodes de demande de chaleur.

Le montant de base de la prime est de 40 euros par thermostat d'ambiance installé. ».

**Art. 23.** Au chapitre 2, section 6, la sous-section 4 du même arrêté est remplacée par ce qui suit :

« Sous-section 4 - L'augmentation des rendements de production, de distribution et de stockage des installations d'eau chaude sanitaire

Art. 23. Une prime est octroyée pour le remplacement du réservoir de stockage pour l'eau chaude sanitaire.

Le réservoir de stockage installé n'est pas équipé d'une résistance électrique.

Lorsque le réservoir de stockage pour l'eau chaude sanitaire a une capacité inférieure ou égale à cinq cents litres, le montant de base de la prime est de 120 euros par ballon de stockage de chauffage remplacé.

Lorsque le réservoir de stockage pour l'eau chaude sanitaire a une capacité supérieure à cinq cents litres, le montant de base de la prime est de 180 euros par ballon de stockage de chauffage remplacé.

Art. 23/1. § 1<sup>er</sup>. Une prime est octroyée pour l'isolation des conduites d'une boucle de circulation d'eau chaude sanitaire et de ses accessoires.

§ 2. Pour être éligibles, les investissements sont réalisés sur une installation collective et répondent aux exigences de l'annexe C4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments.

§ 3. Le montant de base de la prime est de 50 euros par logement.

§ 4. Afin de valider les travaux, le demandeur transmet, le cas échéant, une copie du rapport relatif au calorifugeage des tuyaux d'eau chaude selon l'annexe C4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments, rédigé par l'installateur qui a réalisé l'installation.

Art. 23/2. § 1<sup>er</sup>. Une prime est octroyée pour l'isolation d'un échangeur à plaques externe.

§ 2. L'isolation est réalisée au moyen d'un matériau isolant possédant un coefficient de résistance thermique, R, supérieur ou égal à 1,50 m<sup>2</sup>K/W.

§ 3. Le montant de base de la prime est de 85 euros par échangeur à plaques externe isolé.

Art. 23/3. § 1<sup>er</sup>. Une prime est octroyée pour l'isolation d'un ballon de stockage pour l'eau chaude sanitaire.

§ 2. L'isolation est réalisée au moyen d'un matériau isolant possédant un coefficient de résistance thermique, R, supérieur ou égal à 1,50 m<sup>2</sup>K/W.

§ 3. Lorsque le ballon de stockage pour l'eau chaude sanitaire a une capacité inférieure ou égale à cinq cents litres, le montant de base de la prime est de 50 euros par ballon de stockage isolé

Lorsque le ballon de stockage pour l'eau chaude sanitaire a une capacité supérieure à cinq cents litres, le montant de base de la prime est de 85 euros par ballon de stockage isolé. ».

**Art. 24.** À l'article 24 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « 7.5 € par m<sup>2</sup> » sont remplacés par les mots « 30 euros par m<sup>2</sup> » ;

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Ce montant est de 40 euros par mètre carré si la teneur biosourcée du produit mis en œuvre dans le cadre de l'investissement, mesurée selon la norme prEN 16785-2 : 2018 est supérieure ou égale à septante pour cent. La preuve en est apportée par un audit externe réalisée selon la norme EN 17'065. ».

**Art. 25.** A l'article 25, alinéa 2, du même arrêté, les mots « 1<sup>er</sup> janvier 2022 » sont remplacés par les mots « 1<sup>er</sup> janvier 2026 ».

**Art. 26.** Dans l'annexe du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le point 2 est abrogé ;

2° le point 2.a. est complété par la phrase suivante :

« Le système permet de prévenir le risque de légionellose et est muni d'un groupe de sécurité classique. » ;

3° le point 2.a.d est abrogé ;

4° le point 3.a. est complété par la phrase suivante :

« . Le calorifugeage respecte les prescriptions de l'annexe C4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments. ».

**Art. 27.** Le présent arrêté s'applique :

1° à la demande de prime audit dont la facture est postérieure à l'entrée en vigueur du présent arrêté ;

2° à la demande de primes travaux dont la facture finale du dernier travail est postérieure à l'entrée en vigueur du présent arrêté et dont les autres travaux compris dans cette demande sont datés, sur base de leur facture finale, au maximum de deux ans avant la demande de prime travaux ;

3° à la demande de rénopack introduite, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, à la Société wallonne du Crédit social en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 approuvant le règlement général définissant les principes généraux d'octroi des crédits par la Société wallonne du Crédit social et les Guichets du Crédit social ;

4° à la demande de rénopack introduite, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, au Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 portant approbation du règlement général définissant les principes généraux d'octroi des crédits en Fonds B2 par le Fonds du logement des Familles nombreuses de Wallonie.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, au 2°, le présent arrêté ne s'applique pas au demandeur qui sollicite l'application des mesures antérieures à l'entrée en vigueur du présent arrêté pour autant que :

1° l'enregistrement de son rapport de suivi date de maximum trois ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté, et qu'il dispose d'un rapport d'audit prévu à l'article 15, §§ 2 et 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement dont l'enregistrement date de maximum trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté ;

2° il n'ait pas bénéficié d'une prime selon les dispositions du présent arrêté pour un investissement recommandé dans son audit logement.

**Art. 28.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2023.

Les articles 3, 1° à 4°, 4, 5, 1°, 6, 7, 8, 9, 2° et 3°, 10, 11, 12, 13, 14, 8°, 15, 2°, 16, 17, 2° et 3°, 18, 4° et 5°, 19, 2° et 3°, 20, 4° à 6° cessent d'être en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2026.

Namur, le 29 juin 2023.

Ph. HENRY  
Ch. COLLIGNON

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/47551]

**29. JUNI 2023 — Ministerieller Erlass zur Abänderung des ministeriellen Erlasses vom 27. Mai 2019 zur Ausführung des Erlasses der wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung**

Der Minister für Energie und der Minister für Wohnungswesen beschließen

Aufgrund des wallonischen Gesetzbuchs über die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, Artikel 14 und 29, abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2022;

Aufgrund des Erlasses der wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung, Artikel 6, § 4, und 7, § 1 ;

Aufgrund des ministeriellen Erlasses vom 27. Mai 2019 zur Ausführung des Erlasses der wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung;

Aufgrund des am 29. Juni 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den Haushalt;

Aufgrund der am 7. Februar 2023 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 23. Februar 2023 in Übereinstimmung mit Artikel 3, 2° des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts;

Aufgrund des am 23. März 2023 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund von Art. 84, § 4, Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der am 12. April 2023 abgegebenen Stellungnahme des Pools „Energie“ des CESE;

In Erwägung der am 12. April 2023 abgegebenen Stellungnahme des Pools „Wohnungswesen“ des CESE;

Folgendes:

**Artikel 1** - In der Bezeichnung des ministeriellen Erlasses vom 27. Mai 2019 zur Ausführung des Erlasses der wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung werden die Worte „seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten“ außer Kraft gesetzt.

**Art. 2** - In Artikel 1, Absatz 1 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in 2° werden die Worte „der Wand“ außer Kraft gesetzt;

2° es wird ein 2°/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„2°/1 Wärmewiderstandskoeffizient R: der gemäß Anhang B1 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden bestimmte Koeffizient in m<sup>2</sup>K/W;“;

3° 3° wird durch folgende Worte ergänzt:

„Diese Endenergie berücksichtigt nicht die Umwandlungswirkungsgrade der Energieträger sowie die Eigenproduktion von Photovoltaikanlagen;“;

4° 5° wird außer Kraft gesetzt;

5° in 6° wird der Satz „Diese Endenergie berücksichtigt nicht die Umwandlungswirkungsgrade der Energieträger sowie die Eigenproduktion von Photovoltaikanlagen.“ außer Kraft gesetzt.

**Art. 3** - In Artikel 3 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1, Absatz 1 werden die Worte „der Dichtigkeit und Stabilität“ außer Kraft gesetzt;

2° in Paragraph 1, Absatz 1 werden 3° bis 5° außer Kraft gesetzt;

3° in Paragraph 2 werden die Worte „1° und 2°“ außer Kraft gesetzt;

4° in Paragraph 2 werden die Worte „Eintragung des ersten Berichts über die Überwachung der Arbeiten“ durch die Worte „Empfangsbestätigung des ersten Antrags auf Prämie für Arbeiten“ ersetzt.

**Art. 4** - Kapitel 1 desselben Erlasses wird durch einen Artikel 3/1 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Art. 3/1. Die in Artikel 1, 10°/3 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung vorgesehenen Arbeiten umfassen Folgendes:

1° für Arbeiten im Zusammenhang mit dem Dach: die in 3° und 6° des Anhangs des Erlasses der wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung vorgesehenen Arbeiten;

2° für Arbeiten im Zusammenhang mit Mauern: die in 4°, a) und b) sowie 7° des Anhangs des Erlasses der wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung vorgesehenen Arbeiten;

3° für Arbeiten im Zusammenhang mit Böden: die in 4°, c) und 8° des Anhangs des Erlasses der wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung vorgesehenen Arbeiten;“.

**Art. 5** - In Artikel 4 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Worte „110 Euro“ durch die Worte „190 Euro“ ersetzt;

2° Absatz 2 wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 6** - In Artikel 5 desselben Erlasses werden die Worte „6 Euro“ durch die Worte „10 Euro“ ersetzt.

**Art. 7** - In Artikel 6 desselben Erlasses werden die Worte „des Dachstuhls“ durch die Worte „des Dachstuhls oder der Dachstühle der Wohnung oder der Wohnungen“.

**Art. 8** - In Artikel 7 desselben Erlasses werden die Worte „einer Vorrichtung zum Sammeln und Ableiten von Regenwasser“ durch die Worte „der Vorrichtung(en) zum Sammeln und Ableiten von Regenwasser der Wohnung(en)“ ersetzt.

**Art. 9** - In Artikel 8 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraf 1, Absatz 1, 2° wird durch die Worte „(Mauerfuß)“ ergänzt;

2° in Absatz 2 werden die Worte „5 Euro“ durch die Worte „6 Euro“ ersetzt;

3° in Absatz 3 werden die Worte „6 Euro“ durch die Worte „8 Euro“ ersetzt;

**Art. 10** - In Artikel 11, Absatz 2 desselben Erlasses werden die Worte „250 Euro“ durch die Worte „350 Euro“ ersetzt.

**Art. 11** - In Artikel 12, Absatz 2 desselben Erlasses werden die Worte „250 Euro“ durch die Worte „350 Euro“ ersetzt.

**Art. 12** - In Artikel 13 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2 werden die Worte „200 Euro“ durch die Worte „800 Euro“ ersetzt;

2° der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Um die Herstellung der Konformität der elektrischen Installation zu bestätigen, fügt der Antragsteller dem Antrag auf Prämie für die Arbeiten eine Kopie der Konformitätsbescheinigung bei, die von der zugelassenen Stelle gegebenenfalls nach Abschluss der Arbeiten zur Herstellung der Konformität ausgestellt wurde.“

**Art. 13** - In Artikel 14 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2 werden die Worte „200 Euro“ durch die Worte „350 Euro“ ersetzt;

2° der Artikel wird durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Um die Konformität der Gasinstallation zu bestätigen, fügt der Antragsteller dem Antrag auf Prämie für die Arbeiten eine Kopie der Konformitätsbescheinigung bei, die entweder von einer zugelassenen Stelle oder von einem Unternehmer, welcher über eine Berechtigung für Gas, das CERGA-Label, verfügt, ausgestellt wurde, gegebenenfalls nach Abschluss der Arbeiten zur Herstellung der Konformität.“

Der Unternehmer, der über die Berechtigung für Gas, das CERGA-Label, verfügt, bestätigt die Konformität der Gasinstallation nur dann, wenn er die Billigungsarbeiten an der gesamten Installation selbst durchgeführt hat.“

**Art. 14** - In Artikel 15 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 werden die Worte „die Wand wird mit einem Dämmmaterial isoliert, dass es ermöglicht, einen maximalen Wärmedurchgangskoeffizienten der Wand U von 0,20 W/m<sup>2</sup>K oder weniger zu erreichen“ durch die Worte „die Investitionen werden mit einem Dämmmaterial durchgeführt, deren Wärmedurchlasswiderstand R 5,00 m<sup>2</sup>K/W oder mehr beträgt“ ersetzt.“;

2° in Paragraf 2 werden die Worte „oder des Bodens“ außer Kraft gesetzt;

3° in Paragraf 2 werden die Worte „die Wand wird mit einem Dämmmaterial isoliert, dass es ermöglicht, einen maximalen Wärmedurchgangskoeffizienten der Wand U von 0,24 W/m<sup>2</sup>K oder weniger zu erreichen“ durch die Worte „die Investitionen werden mit einem Dämmmaterial durchgeführt, deren Wärmedurchlasswiderstand R 3,50 m<sup>2</sup>K/W oder mehr beträgt“ ersetzt.“;

4° Paragraf 2 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt: „Für Prämienanträge, die ab dem 1. Juli 2024 eingereicht werden, wird eine Prämie für die Wärmedämmung von Wänden gewährt, die Kontakt zur Außenumgebung haben (ein unbeheizter Raum, der frostsicher ist, oder ein unbeheizter Raum, der nicht frostsicher ist, oder ein Boden – Erlass zur Abänderung vom 4. Dezember 2020, Art.1), unter der Bedingung, dass die Investitionen mit einem Material mit einem Wärmedurchlasswiderstand R von mindestens 4,00 m<sup>2</sup>K/W durchgeführt werden.“;

5° Paragraf 3 wird durch Folgendes ersetzt:

„§ 3. Eine Prämie wird für die Wärmedämmung eines Bodens gewährt, der Kontakt zur Außenumgebung hat, einen unbeheizten Raum, der frostsicher ist oder einen unbeheizten Raum, der nicht frostsicher ist oder einen Boden, unter der Bedingung, dass die Investitionen mit einem Material mit einem Wärmedurchlasswiderstand R von mindestens 3,50 m<sup>2</sup>K/W durchgeführt werden.“;

6° Paragraf 4 wird durch Folgendes ersetzt:

„§ 4. Die isolierte Wand ist am Tag des Besuchs des Auditors vorhanden.“;

7° der Artikel wird durch die Paragrafen 5 und 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„§ 5. Das Isolationsmaterial, das Gegenstand des Antrags auf Prämie ist, kann in mehreren Schichten angebracht werden.“

In diesem Fall muss die Summe der Wärmewiderstände der verschiedenen Schichten so hoch wie oder höher als der in den Paragrafen 1 bis 3 bestimmte Koeffizient sein.

§ 6. Eine Prämie wird für den Austausch von Verkehrsflächen und darunter liegende Schichten sowie von Fußleisten bei einer Wärmedämmung des Bodens auf der Bodenplatte gewährt.“;

8° der Artikel wird durch einen Paragraf 7 mit folgenden Wortlaut ergänzt:

„§ 7. Der Basisbetrag der in Paragraf 1 vorgesehenen Prämie beträgt 50 Euro pro Quadratmeter angebrachter Dämmung. Dieser Betrag beträgt 65 Euro pro Quadratmeter, wenn der biobasierte Anteil des im Rahmen der Investition eingesetzten Produkts, gemessen nach der Norm prEN 16785-2: 2018, bei 70 Prozent oder mehr liegt. Der Nachweis darüber wird durch ein externes Audit erbracht, welches nach der Norm EN 17 065 durchgeführt wird.“



Der Basisbetrag der in Paragraph 2 vorgesehenen Prämie beträgt 22 Euro pro Quadratmeter angebrachter Dämmung. Dieser Betrag beträgt 30 Euro pro Quadratmeter, wenn der biobasierte Anteil des im Rahmen der Investition eingesetzten Produkts, gemessen nach der Norm prEN 16785-2: 2018, bei 70 Prozent oder mehr liegt. Der Nachweis darüber wird durch ein externes Audit erbracht, welches nach der Norm EN 17 065 durchgeführt wird.

Der Basisbetrag der in Paragraph 3 vorgesehenen Prämie beträgt 15 Euro pro Quadratmeter angebrachter Dämmung. Dieser Betrag beträgt 20 Euro pro Quadratmeter, wenn der biobasierte Anteil des im Rahmen der Investition eingesetzten Produkts, gemessen nach der Norm prEN 16785-2: 2018, bei 70 Prozent oder mehr liegt. Der Nachweis darüber wird durch ein externes Audit erbracht, welches nach der Norm EN 17 065 durchgeführt wird.

Der Basisbetrag der in Paragraph 6 vorgesehenen Prämie beträgt 5 Euro pro Quadratmeter. “.

**Art. 15** - In Artikel 16 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt: „Nach Abschluss der Arbeiten erfüllen die ausgetauschten Tischlerarbeiten, die Gegenstand des Antrags auf Prämie sind, d. h. Türen und Rahmen, einen durchschnittlichen Wärmedurchgangskoeffizienten  $U_D$  oder  $U_w$  von  $1,50 \text{ W/m}^2\text{K}$  oder weniger, bestimmt gemäß Anhang B1 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden. Transparente oder lichtdurchlässige Elemente in Außenfenstern und -türen müssen einen Wärmedurchgangskoeffizienten von  $1,10 \text{ W/m}^2\text{K}$  oder weniger aufweisen, bestimmt gemäß der CE-Kennzeichnung, das heißt, für Verglasung berechnet gemäß NBN EN 673. Die Prämie wird nur dann gewährt, wenn die Verglasung die Norm NBN S23-002 erfüllt. “;

2° Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

„Der Basisbetrag der Prämie beträgt 65 Euro pro ersetzttem Quadratmeter. “.

**Art. 16** - In Artikel 17 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 3, Absatz 1 werden die Worte „500 Euro“ durch die Worte „700 Euro pro Gerät“ ersetzt;

2° in Paragraph 3, Absatz 2 werden die Worte „1.000 Euro“ durch die Worte „1.500 Euro pro Gerät“ ersetzt;

3° der Artikel wird durch die Paragraphen 4, 5 und 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„§ 4. Um die Arbeiten zur Installation einer Wärmepumpe für Sanitärwarmwasser, Heizung oder kombiniert zu bestätigen, fügt der Antragsteller gegebenenfalls dem Antrag auf Prämie für Arbeiten eine Kopie des auf der Internetseite der Verwaltung veröffentlichten Musterangebots für Wärmepumpenanlagen bei, das vom Antragsteller und vom Installateur ausgefüllt und unterzeichnet wurde.

§ 5. Um die in Paragraph 1, 1° genannten Arbeiten zu bestätigen, übermittelt der Antragsteller gegebenenfalls Folgendes:

1° für Wärmepumpen, die den Verordnungen Nr. 812/2013 und Nr. 814/2013 unterliegen, wird eine Kopie des Energie-Etiketts des installierten Geräts wie in Verordnung Nr. 812/2013 festgelegt übermittelt;

2° für Wärmepumpen, die nur der Verordnung Nr. 814/2013 unterliegen, wird eine Kopie des technischen Datenblatts wie in Verordnung Nr. 814/2013 festgelegt übermittelt.

§ 6. Um die in Paragraph 1, 2° genannten Arbeiten zu bestätigen, übermittelt der Antragsteller gegebenenfalls Folgendes:

1° für Wärmepumpen, die der Verordnung Nr. 813/2013 unterliegen, wird eine Kopie des technischen Datenblatts wie in Verordnung Nr. 813/2013 festgelegt übermittelt;

2° für Wärmepumpen, die nicht der Verordnung Nr. 813/2013 unterliegen, eine Kopie des Testberichts, der entweder nach der zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 14511 oder nach der Norm NBN EN 15879-1 von einem Labor erstellt wurde, welches die allgemeinen Anforderungen der Norm NBN EN ISO/IEC 17025 für die Durchführung von Tests an Wärmepumpen oder für eine andere Anwendung erfüllt.

Wenn die Investitionen die Installation einer Wärmepumpe betreffen, die in der Liste der Wärmepumpen, die auf der Internetseite der Verwaltung zur Verfügung gestellt wird, enthalten ist, kommen die Paragraphen 5 und 6 nicht zur Anwendung. “.

**Art. 17** - In Artikel 18 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 2, Absatz 1 wird 4° außer Kraft gesetzt;

2° in Paragraph 3 werden die Worte „1.000 Euro“ durch die Worte „1.800 Euro pro Gerät“ ersetzt;

3° Paragraph 4 wird durch Folgendes ersetzt:

„§ 4. Um die Arbeiten für die Installation eines Biomasse-Kessels zu bestätigen, fügt der Antragsteller dem Antrag auf Prämie für Arbeiten eine Kopie des Berichts über den Test bei, der gemäß der bei Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 303-5 durchgeführt wurde.

Wenn die Investitionen die Installation eines Biomasse-Kessels betreffen, der in der Liste der Biomasse-Kessel, die auf der Internetseite der Verwaltung zur Verfügung gestellt wird, enthalten ist, muss der Antragsteller die Kopie des Testberichts nicht übermitteln. “.

**Art. 18** - In Artikel 19 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 2, Absatz 1 wird 2° außer Kraft gesetzt;

2° in Paragraph 2, Absatz 1, 3° werden die Worte „wie im Königlichen Erlass vom 12. Oktober 2010 zur Regelung vorgesehen“ durch „NBN EN 13240, NBN EN 13229, NBN EN 15250, NBN EN 14785, NBN EN 12809, NBN EN 12815, NBN EN 16510. “ ersetzt;

3° in 3° wird die Tabelle durch folgende Tabelle ersetzt:

| Brennstoffart     | Wirkungsgrad | Kohlenmonoxid-Emissionen (CO) bei 13 % O <sub>2</sub> | Feinstaub-Emissionen (PM) bei 13 % O <sub>2</sub> | Stickoxid-Emissionen (NO <sub>x</sub> ) bei 13% O <sub>2</sub> |
|-------------------|--------------|---|---|--|
| Pellets           | ≥ 87 %       | ≤ 250 mg/Nm <sup>3</sup>                              | ≤ 20 mg/Nm <sup>3</sup>                           | ≤ 200 mg/Nm <sup>3</sup>                                       |
| Sonstige Biomasse | ≥ 75 %       | ≤ 1250 mg/Nm <sup>3</sup>                             | ≤ 30 mg/Nm <sup>3</sup>                           | ≤ 200 mg/Nm <sup>3</sup>                                       |

4° in Paragraph 3, werden die Worte „250 Euro“ durch die Worte „400 Euro pro Gerät“ ersetzt;

5° Paragraph 4 wird durch Folgendes ersetzt:

„§ 4. Um die Arbeiten für die Installation eines lokalen Biomasseofens zu bestätigen, übermittelt der Antragsteller gegebenenfalls eine Kopie des Berichts über den Test bei, der gemäß der Norm NBN EN 13240, NBN EN 13229, NBN EN 15250, NBN EN 14785, NBN EN 12809, NBN EN 12815 bzw. NBN EN 16510 durchgeführt wurde, festgelegt nach dem Typ des Ofens und gültig bei Durchführung des Tests.“

Wenn die Investitionen die Installation eines Biomasseofens betreffen, der in der Liste der Biomasseöfen, die auf der Internetseite der Verwaltung zur Verfügung gestellt wird, enthalten ist, muss der Antragsteller die Kopie des Testberichts nicht übermitteln.“

**Art. 19** - In Artikel 20 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 2, Absatz 2 werden die Worte „Absatz 1“ durch die Worte „Paragraph 2, Absatz 1 5°“ ersetzt;

2° in Paragraph 3 werden die Worte „750 Euro“ durch die Worte „1.050 Euro pro Gerät“ ersetzt;

3° Paragraph 4 wird durch Folgendes ersetzt:

„§ 4. Um die Arbeiten für die Installation eines Solarwarmwasserbereiters zu bestätigen, übermittelt der Antragsteller eine Kopie des auf der Internetseite der Verwaltung veröffentlichten Musterangebots für Solarwarmwasserbereiter, das vom Antragsteller und vom Installateur ausgefüllt und unterzeichnet wurde.“

**Art. 20** - In Artikel 21 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1, Absatz 1 werden die Worte „zur Sicherstellung der Belüftung aller Räume der Wohnung:“ zwischen die Worte „eines der folgenden Lüftungssysteme“ und die Worte „1° ein zentralisiertes System“ eingefügt;

2° in Paragraph 2 wird 3° außer Kraft gesetzt;

3° Paragraph 2 wird durch einen Punkt 3° mit folgendem Wortlaut ergänzt: „Für Paragraph 1, 1° gilt: ist mit einer Funktion nach Bedarf ausgestattet, wie im Anhang des ministeriellen Erlasses vom 16. Oktober 2015 zur Festlegung der Werte des Reduktionsfaktors für die Belüftung laut Anhang A1 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden festgelegt.“

Für Paragraph 1, 2° gilt: ist gegebenenfalls mit einer Vorrichtung zur Wärmerückgewinnung mit einem Mindestwirkungsgrad von 78 % gemäß der Norm NBN EN 308, ergänzt durch Anhang G von Anhang A1 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden, ausgestattet.“;

4° in Paragraph 3, Absatz 1 werden die Worte „500 Euro“ durch die Worte „700 Euro pro Installation“ ersetzt;

5° in Paragraph 3, Absatz 2 werden die Worte „1.200 Euro“ durch die Worte „1.700 Euro pro Installation“ ersetzt;

6° es wird ein Paragraph 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„§ 4. Für die Bestätigung der Installationsarbeiten eines Lüftungssystems übermittelt der Antragsteller Folgendes:

1° einen Bericht, der die Konformität der tatsächlich eingesetzten Luftvolumenströme und ihre Konformität mit den in § 2, 2° vorgeschriebenen Strömen bescheinigt.

Bezüglich § 1, 1° wird der Volumenstrom jeder Öffnung der mechanischen Lüftung gemessen und gegebenenfalls die Kapazität jeder Öffnung der natürlichen Lüftung anhand der technischen Dokumentation nachgewiesen.

2° gegebenenfalls einen Testbericht des Geräts zur Wärmerückgewinnung, erstellt gemäß der Norm NBN EN 308, ergänzt durch Anhang G von Anhang A1 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden.“

**Art. 21** - Der Unterabschnitt 2 „Lüftungssysteme“ wird durch zwei Artikel mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Art. 21/1. § 1. Eine Prämie wird für die Installation eines mechanischen Fortluft-Lüftungssystems gewährt, das die Belüftung eines Teils der Wohnräume sicherstellt.

§ 2. Um für die Prämie in Frage zu kommen, muss die Installation folgende Bedingungen erfüllen:

1° erfüllt die Anforderungen zur Lüftung aus Anhang C4 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden;

2° erfüllt für die so versorgten Räume die Vorschriften von Anhang C2 und gegebenenfalls Anhang C3 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden;

3° ist mit einer Form der Regulierung des Luftstroms jeder installierten Ablufteinheit ausgestattet, die dem ermittelten Lüftungsbedarf in dem oder den versorgten Räumen entspricht:

a) eine Toilette ist mindestens entweder mit einer Anwesenheitserkennung im Raum selbst, einer CO<sub>2</sub>-Erkennung im Raum selbst oder in einem Abluftkanal, welcher nur diesen Raum versorgt, oder mit einer Kopplung an den Lichtschalter des Raums ausgestattet (sofern der Toilettenbereich über keine direkte natürliche Beleuchtung verfügt); eine Küche ist mindestens entweder mit einem CO<sub>2</sub>-Sensor im Raum selbst oder in einem Abluftkanal, welcher nur diesen Raum versorgt, oder mit einem Sensor für die Erkennung der relativen Luftfeuchtigkeit im Raum selbst oder in einem Abluftkanal, welcher nur diesen Raum versorgt, ausgestattet;

b) andere Feuchträume (Duschraum, Badezimmer, Waschküche) werden mit einem Sensor ausgestattet, der die relative Luftfeuchtigkeit im Raum selbst oder in einem Abluftkanal, welcher nur diesen Raum versorgt, erkennt.

§ 3. Der Basisbetrag der Prämie beträgt 200 Euro pro installiertem Fortluft-Lüftungsgerät.

§ 4. Für die Bestätigung der Installationsarbeiten eines Lüftungssystems übermittelt der Antragsteller Folgendes:

a) 1° einen Messbericht, der die tatsächlich eingesetzten Luftvolumenströme und ihre Konformität mit den in Paragraph 2, 2° vorgeschriebenen Strömen bescheinigt;

b) eine Beschreibung der versorgten Räume und der installierten Erkennungsmodi.

Art. 21/2. § 1. Eine Prämie wird für die Installation eines mechanischen Zu- und Fortluft-Lüftungssystems gewährt, das die Belüftung eines Teils der Wohnräume sicherstellt.

§ 2. Um für die Prämie in Frage zu kommen, muss die Installation folgende Bedingungen erfüllen:

1° erfüllt die Anforderungen zur Lüftung aus Anhang C4 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden;

2° erfüllt für die so versorgten Räume die Vorschriften von Anhang C2 und gegebenenfalls Anhang C3 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden;

3° umfasst für jede Lüftungsgruppe eine Vorrichtung zur Wärmerückgewinnung mit einem Mindestwirkungsgrad von 50 % gemäß der Norm NBN EN 308, ergänzt durch Anhang G von Anhang A1 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden.

§ 3. Der Basisbetrag der Prämie beträgt 400 Euro pro installiertem Zu- und Fortluft-Gerät.

§4. Für die Bestätigung der Installationsarbeiten eines Lüftungssystems übermittelt der Antragsteller Folgendes:

a) 1° einen Messbericht, der die tatsächlich eingesetzten Luftvolumenströme und ihre Konformität mit den in Paragraf 2, 2° vorgeschriebenen Strömen bescheinigt;

b) gegebenenfalls für jede installierte Vorrichtung zur Wärmerückgewinnung einen Testbericht über die Effizienz dieser Vorrichtung, erstellt gemäß der Norm NBN EN 308, ergänzt durch Anhang G von Anhang A1 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden. “.

**Art. 22** - In Kapitel 2, Abschnitt 6 desselben Erlasses wird Unterabschnitt 3 durch Folgendes ersetzt:

„Unterabschnitt 3 – Erhöhung des Wirkungsgrades von Heizungsanlagen bei der Erzeugung, Verteilung, Speicherung und Abgabe

Art. 22. § 1. Eine Prämie wird für die Isolierung von Leitungen und Zubehör gewährt, die sich in einem unbeheizten und frostsicheren Raum oder in einem unbeheizten und nicht frostsicheren Raum befinden.

§ 2. Um für die Prämie in Frage zu kommen, erfüllen die Investitionen die in Anhang C4 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden festgelegten Anforderungen.

§ 3. Der Basisbetrag der Prämie beträgt 85 Euro pro Wohnung.

§ 4. Um die Arbeiten zu bestätigen, übermittelt der Antragsteller gegebenenfalls eine Kopie des Berichts über die Wärmedämmung der Rohre für Warmwasser gemäß Anhang C4 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden, welcher von dem Installateur, der die Installation durchgeführt hat, erstellt wurde.

Art. 22/1. Eine Prämie wird für die Isolierung eines Heizungsspeicherbehälters mit Isoliermaterial mit einem Wärmewiderstandskoeffizienten R von 1,50 m<sup>2</sup> K/W oder mehr gewährt.

Wenn der Heizungsspeicherbehälter eine Kapazität von bis zu 500 Litern hat, beträgt der Basisbetrag der Prämie 50 Euro pro isoliertem Heizungsspeicherbehälter.

Wenn der Heizungsspeicherbehälter eine Kapazität von über 500 Litern hat, beträgt der Basisbetrag der Prämie 85 Euro pro isoliertem Heizungsspeicherbehälter.

Art. 22/2. § 1. Eine Prämie wird für die Installation von Umwälzpumpen mit variabler Geschwindigkeit gewährt.

Der Basisbetrag der Prämie beträgt 35 Euro pro installierter Umwälzpumpe, wenn die Umwälzpumpe höchstens drei Wohnungen versorgt.

Der Basisbetrag der Prämie beträgt 190 Euro pro installierter Umwälzpumpe, wenn die Umwälzpumpe mindestens vier Wohnungen versorgt.

§ 2. Um die Arbeiten zu bestätigen, übermittelt der Antragsteller die technische Dokumentation, die bescheinigt, dass das installierte Gerät eine variable Geschwindigkeit aufweist.

Art. 22/3. Ein Prämie wird für den Austausch eines Speicherbehälters eines Heizungssystems gewährt.

Der installierte Speicherbehälter ist nicht mit einem elektrischen Widerstand ausgestattet.

Wenn der Heizungsspeicherbehälter eine Kapazität von bis zu 500 Litern hat, beträgt der Basisbetrag der Prämie 100 Euro pro ausgetauschtem Heizungsspeicherbehälter.

Wenn der Heizungsspeicherbehälter eine Kapazität von über 500 Litern hat, beträgt der Basisbetrag der Prämie 170 Euro pro ausgetauschtem Heizungsspeicherbehälter.

Art. 22/4. Eine Prämie wird für die Anbringung von mindestens fünf Thermostatventilen an Heizkörpern gewährt.

Der Basisbetrag der Prämie beträgt 50 Euro und 10 Euro ergänzender Basisbetrag pro installiertem zusätzlichem Ventil.

Art. 22/5. Eine Prämie wird für die Anbringung eines Raumthermostats gewährt, der dafür sorgt, dass der Erzeuger oder die Umwälzpumpen außerhalb der Zeiten des Wärmebedarfs abgeschaltet werden.

Der Basisbetrag der Prämie beträgt 40 Euro pro installiertem Raumthermostat. “.

**Art. 23** - In Kapitel 2, Abschnitt 6 wird Unterabschnitt 4 desselben Erlasses durch Folgendes ersetzt:

„Unterabschnitt 4 – Erhöhung des Wirkungsgrades von Sanitärwarmwasseranlagen bei der Erzeugung, Verteilung und Speicherung

Art. 23. Ein Prämie wird für den Austausch eines Speicherbehälters für Sanitärwarmwasser gewährt.

Der installierte Speicherbehälter ist nicht mit einem elektrischen Widerstand ausgestattet.

Wenn der Speicherbehälter für Sanitärwarmwasser eine Kapazität von bis zu 500 Litern hat, beträgt der Basisbetrag der Prämie 120 Euro pro ausgetauschtem Speicherbehälter für Sanitärwarmwasser.

Wenn der Speicherbehälter für Sanitärwarmwasser eine Kapazität von über 500 Litern hat, beträgt der Basisbetrag der Prämie 180 Euro pro ausgetauschtem Speicherbehälter für Sanitärwarmwasser.

Art. 23/1. § 1. Eine Prämie wird für die Isolierung der Leitungen einer Zirkulationsleitung für Sanitärwarmwasser und ihres Zubehörs gewährt.

§ 2. Um für die Prämie in Frage zu kommen, werden die Investitionen über eine kollektive Installation durchgeführt und erfüllen die Anforderungen von Anhang C4 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden.

§ 3. Der Basisbetrag der Prämie beträgt 50 Euro pro Wohnung.

§ 4. Um die Arbeiten zu validieren, übermittelt der Antragsteller gegebenenfalls eine Kopie des Berichts über die Wärmedämmung der Rohre für Warmwasser gemäß Anhang C4 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden, welcher von dem Installateur, der die Installation durchgeführt hat, erstellt wurde.

Art. 23/2. § 1. Eine Prämie wird für die Isolierung eines externen Plattenwärmetauschers gewährt.

§ 2. Die Isolierung wird mit einem Dämmmaterial durchgeführt, das einen Wärmedurchlasswiderstand R von 1,50 m<sup>2</sup>K/W oder mehr aufweist.

§ 3. Der Basisbetrag der Prämie beträgt 85 Euro pro isoliertem externem Plattenwärmetauscher.

Art. 23/3. § 1. Eine Prämie wird für die Isolierung eines Speicherbehälters für Sanitärwarmwasser gewährt.

§ 2. Die Isolierung wird mit einem Dämmmaterial durchgeführt, das einen Wärmedurchlasswiderstand R von 1,50 m<sup>2</sup>K/W oder mehr aufweist.

§ 3. Wenn der Speicherbehälter für Sanitärwarmwasser eine Kapazität von bis zu 500 Litern hat, beträgt der Basisbetrag der Prämie 50 Euro pro isoliertem Speicherbehälter für Sanitärwarmwasser.

Wenn der Speicherbehälter für Sanitärwarmwasser eine Kapazität von über 500 Litern hat, beträgt der Basisbetrag der Prämie 85 Euro pro isoliertem Speicherbehälter für Sanitärwarmwasser. “.

**Art. 24** - In Artikel 24 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Worte „7,5 € pro m<sup>2</sup> werden durch die Worte „30 Euro pro m<sup>2</sup>“ ersetzt;

2° der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Dieser Betrag beträgt 40 Euro pro Quadratmeter, wenn der biobasierte Anteil des im Rahmen der Investition eingesetzten Produkts, gemessen nach der Norm prEN 16785-2: 2018, bei 70 Prozent oder mehr liegt. Der Nachweis darüber wird durch ein externes Audit erbracht, welches nach der Norm EN 17 065 durchgeführt wird. “.

**Art. 25** - In Artikel 25, Absatz 2 desselben Erlasses werden die Worte „1. Januar 2022“ durch die Worte „1. Januar 2026“ ersetzt.

**Art. 26** - Im Anhang zu demselben Erlass werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Punkt 2 wird außer Kraft gesetzt;

2° Punkt 2.a. wird durch folgenden Satz ergänzt:

„Das System ermöglicht die Vermeidung des Risikos der Legionärskrankheit und ist mit einem herkömmlichen Sicherheitsaggregat ausgestattet. “;

3° Punkt 2.a.d wird außer Kraft gesetzt;

4° Punkt 3.a. wird durch folgenden Satz ergänzt:

„ Die Wärmedämmung erfüllt die Vorschriften von Anhang C4 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden. “.

**Art. 27** - Der vorliegende Erlass ist anwendbar:

1° auf den Antrag auf eine Prämie für ein Audit, dessen Rechnung nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ausgestellt wurde;

2° auf den Antrag auf Prämien für Arbeiten, deren abschließende Rechnung für die letzte Arbeit nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ausgestellt wurde und deren andere in diesem Antrag enthaltene Arbeiten auf Grundlage der abschließenden Rechnung auf höchstes zwei Jahre vor dem Antrag auf die Prämie für Arbeiten datiert sind;

3° auf den Rénopack-Antrag, der ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses bei der Wallonischen Sozialkreditgesellschaft in Anwendung des Erlasses der wallonischen Regierung vom 16. Mai 2019 zur Genehmigung der allgemeinen Regelung zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze für die Gewährung der Kredite durch die Wallonische Sozialkreditgesellschaft und die Sozialkreditschalter eingereicht wurde;

4° auf den Rénopack-Antrag, der ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses beim Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie in Anwendung des Erlasses der wallonischen Regierung vom 16. Mai 2019 zur Genehmigung der Änderungen an der allgemeinen Regelung zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze zur Gewährung der Kredite als Fonds B2 durch den Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie eingereicht wurde;

In Abweichung von Absatz 1, gilt in 2° der vorliegende Erlass nicht für einen Antragsteller, der die Anwendung der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses geltenden Maßnahmen beantragt, sofern Folgendes zutrifft:

1° die Eintragung seines Folgeberichts weist ein Datum maximal drei Jahre nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses auf und er verfügt über einen Audit-Bericht, der in Artikel 15, §§ 2 und 3 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Wohnungsaudit vorgesehen ist, dessen Eintragung ein Datum von maximal drei Monaten nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses aufweist;

2° er hat keine Prämie gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses für eine in seinem Wohnungsaudit empfohlene Investition erhalten.

**Art. 28** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Juli 2023 wirksam.

Die Artikel 3, 1° bis 4°, 4, 5, 1°, 6, 7, 8, 9, 2° und 3°, 10, 11, 12, 13, 14, 8°, 15, 2°, 16, 17, 2° und 3°, 18, 4° und 5°, 19, 2° und 3°, 20, 4° bis 6° treten am 1. Juli 2026 außer Kraft.

Namur, am 29. Juni 2023

Ph. HENRY  
Ch. COLLIGNON

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/47551]

**29 JUNI 2023. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 27 mei 2019 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premiereregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning**

De Minister van Energie en de Minister van Huisvesting,

Gelet op het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen, de artikelen 14 en 29, laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premiereregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning, artikel 6, § 4, en 7, § 1;

Gelet op het ministerieel besluit van 27 mei 2019 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premiereregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 juni 2023;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 februari 2023;

Gelet op het rapport van 23 februari 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 23 maart 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Gelet op het advies van de "CESE" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië) beleidsgroep "Energie", gegeven op 12 april 2023;

Gelet op het advies van de "CESE" beleidsgroep "Huisvesting", gegeven op 12 april 2023,

Besluiten :

**Artikel 1.** In het opschrift van het ministerieel besluit van 27 mei 2019 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premiereregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van de woningen worden de woorden " van de rapporten over de opvolging van de werken ervan" opgeheven.

**Art. 2.** In artikel 1, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in punt 2°, worden de woorden "van de wand" geschrapt;

1° er wordt een punt 2°/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"2°/1 de warmteweerstandscoefficiënt, R, : de coëfficiënt bepaald overeenkomstig bijlage B1 bij het besluit van de Waalse regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen, in m<sup>2</sup>K/W;" ;

3° punt 3° wordt aangevuld als volgt:

"Deze eindenergie houdt geen rekening met de omzettingsrendementen van de energievectoren en de zelfproductie van fotovoltaïsche zonnepanelen;" ;

4° punt 5° wordt opgeheven;

5° in punt 6° wordt de zin "Met betrekking tot het eerste lid, 3°, houdt deze eindenergie geen rekening met de omzettingsrendementen van de energievectoren en de zelfproductie van fotovoltaïsche zonnepanelen." opgeheven.

**Art. 3.** In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "dichtheid en stabiliteit" geschrapt;

2° in paragraaf 1, eerste lid, worden de punten 3° tot 5° opgeheven;

3° in paragraaf 2, worden de woorden "1° en 2°" opgeheven;

4° in paragraaf 2, worden de woorden "na de registratie van het eerste rapport over de opvolging van de werken" vervangen door de woorden "na bevestiging van ontvangst van de eerste aanvraag voor de premie voor werken".

**Art. 4.** Hoofdstuk 1 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 3/1, luidend als volgt:

"Art. 3/1. De met deze werken verbonden werken bedoeld in artikel 1, 10°/3 van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premiereregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning, bevatten:

1° voor werken met betrekking tot het dak: de werken bedoeld in 3° en 6° van de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premiereregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning;

2° voor werken met betrekking tot muren: de werken bedoeld in 4°, a) en b) en 7° van de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premiereregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning;

3° voor werken met betrekking tot vloeren: de werken bedoeld in 4°, c) en 8° van de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premieregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning.”.

**Art. 5.** In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “110 euro” vervangen door de woorden “190 euro”;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

**Art. 6.** In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de woorden “6 euro” vervangen door de woorden “10 euro”.

**Art. 7.** In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden “van het gebinte” vervangen door de woorden “van het (de) gebinte(n) van de woning(en)”.

**Art. 8.** In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de woorden “een voorziening voor de opvang of de afvoer van het regenwater” vervangen door “(een) voorziening (en) voor de opvang of de afvoer van het regenwater van de woning of de woningen”.

**Art. 9.** In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “(muurvoet)” worden toegevoegd aan paragraaf 1, eerste lid, 2°;

2° in het tweede lid worden de woorden “5 euro” vervangen door de woorden “6 euro”;

3° in het derde lid worden de woorden “6 euro” vervangen door de woorden “8 euro”;

**Art. 10.** In artikel 11, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “250 euro” vervangen door de woorden “350 euro”.

**Art. 11.** In artikel 12, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “250 euro” vervangen door de woorden “350 euro”.

**Art. 12.** In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid worden de woorden “200 euro” vervangen door de woorden “800 euro”;

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“Om te valideren dat de elektrische installatie in overeenstemming is gebracht, moet de aanvrager bij de aanvraag voor de premie voor werken een kopie voegen van het conformiteitsattest dat door het erkende orgaan, indien van toepassing, is afgegeven nadat de werkzaamheden van het in overeenstemming brengen zijn uitgevoerd.”.

**Art. 13.** In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid worden de woorden “200 euro” vervangen door de woorden “350 euro”;

2° het artikel wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

“Om de in conformiteit brengen van de gasinstallatie te valideren, stuurt de aanvrager een afschrift van het Conformiteitsattest dat is afgegeven door de erkende instantie of door de ondernemer die over de gasvergunning (label CERGA) beschikt, in voorkomend geval, nadat de werkzaamheden voor het in conformiteit brengen zijn uitgevoerd.

De ondernemer die over de gasvergunning (label CERGA) beschikt, valideert het in conformiteit brengen van de gasinstallatie alleen maar als hij de aanpassingswerkzaamheden zelf heeft uitgevoerd.”.

**Art. 14.** In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “de wand geïsoleerd wordt door middel van isolatiemateriaal, waardoor een maximale thermische transmissiecoëfficiënt van de wand, U van 0,20 W/m<sup>2</sup>K of minder bereikt kan worden” vervangen door de woorden “de investering is gedaan met een materiaal met thermische weerstandscoefficiënt R groter dan of gelijk aan 5,00 m<sup>2</sup>K/W.”;

2° in paragraaf 2, worden de woorden “of de vloer” geschrapt;

3° in paragraaf 2 worden de woorden “de wand geïsoleerd wordt door middel van isolatiemateriaal, waardoor een maximale thermische transmissiecoëfficiënt van de wand, U van 0,24 W/m<sup>2</sup>K of minder bereikt kan worden” vervangen door de woorden “de investering is gedaan met een materiaal met thermische weerstandscoefficiënt R groter dan of gelijk aan 3,50m<sup>2</sup>K/W.”;

4° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt: “Voor premieaanvragen ingediend op of na 1 juli 2024 wordt een premie toegekend voor de thermische isolatie van muren die in contact staan met de buitenomgeving (een onverwarmde ruimte die beschermd is tegen vorst of een onverwarmde ruimte die niet beschermd is tegen vorst of een vloer - Wijzigingsbesluit van 4 december 2020, art.1) op voorwaarde dat de investeringen worden uitgevoerd met een materiaal waarvan de thermische weerstandscoefficiënt R groter is dan of gelijk is aan 4,00 m<sup>2</sup>K/W.”;

5° paragraaf 3 wordt vervangen door wat volgt:

“§ 3. Er wordt een premie toegekend voor de thermische isolatie van de vloer die in contact staat met de buitenomgeving, een onverwarmde ruimte die beschermd is tegen vorst of een onverwarmde ruimte die niet beschermd is tegen vorst of een vloer op voorwaarde dat voor de investeringen gebruik wordt gemaakt van een materiaal met een thermische weerstandscoefficiënt R van ten minste 3,50 m<sup>2</sup>K/W.”;

6° paragraaf 4 wordt vervangen door wat volgt:

“4 De geïsoleerde wand bestaat op de dag van het bezoek van de auditor;

7° het artikel wordt aangevuld met de paragrafen 5 en 6, luidend als volgt:

“5. het isolatiemateriaal waarvoor de premie wordt aangevraagd, mag in verschillende lagen worden gelegd.

In dit geval is de som van de thermische weerstanden van de verschillende lagen groter dan of gelijk aan de coëfficiënt bepaald in de paragrafen 1 tot en met 3.

§ 6. Er wordt een premie toegekend voor de vervanging van de doorloopruimtes en de onderlagen, alsmede van de plinten in het geval van een thermische isolatie aan de vloerplaat.”;

8° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 7, luidend als volgt:

"§ 7. Het basisbedrag van de in lid 1 bedoelde premie bedraagt 50 euro per vierkante meter geïnstalleerde isolatie. Dit bedrag is €65 per vierkante meter als het biogebaseerde gehalte van het product dat gebruikt wordt als onderdeel van de investering, gemeten wordt in overeenstemming met de norm prEN 16785-2 : 2018 is groter dan of gelijk aan zeventig procent. Het bewijs wordt geleverd door een externe audit, uitgevoerd volgens de norm EN 17 065.

Het basisbedrag van de in paragraaf 2 bedoelde premie bedraagt 22 euro per vierkante meter geïnstalleerde isolatie. Dit bedrag is 30 euro per vierkante meter als het biogebaseerde gehalte van het product dat gebruikt wordt als onderdeel van de investering, gemeten wordt in overeenstemming met de norm prEN 16785-2 : 2018 is groter dan of gelijk aan zeventig procent. Het bewijs wordt geleverd door een externe audit, uitgevoerd volgens de norm EN 17 065.

Het basisbedrag van de in paragraaf 3 bedoelde premie bedraagt 15 euro per vierkante meter geïnstalleerde isolatie. Dit bedrag is 20 euro per vierkante meter als het biogebaseerde gehalte van het product dat gebruikt wordt als onderdeel van de investering, gemeten wordt in overeenstemming met de norm prEN 16785-2 : 2018 is groter dan of gelijk aan zeventig procent. Het bewijs wordt geleverd door een externe audit, uitgevoerd volgens de norm EN 17 065.

Het basisbedrag van de in paragraaf 6 bedoelde premie bedraagt 5 euro per vierkante meter geïnstalleerde isolatie.3.

**Art. 15.** In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt vervangen door wat volgt: "Na voltooiing van de werkzaamheden voldoet het vervangen schrijnwerk, waarvoor de premie wordt aangevraagd, d.w.z. de deuren en het raamwerk, aan een gemiddelde thermische transmissiecoëfficiënt  $U_D$  of  $U_w$  kleiner dan of gelijk aan  $1,50 \text{ W/m}^2\text{K}$ , bepaald overeenkomstig bijlage B1 bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen. De transparante of doorschijnende elementen die in het buitenschrijnwerk aangebracht worden, voldoen aan een thermische transmissiecoëfficiënt van  $1,10 \text{ W/m}^2\text{K}$  of minder die overeenkomstig de EG-markering bepaald wordt, d.w.z. voor het glaswerk, berekend volgens de norm NBN EN 673. De premie wordt slechts toegekend als het glaswerk aan de norm NBN S23-002 voldoet."

2° het derde lid wordt vervangen door wat volgt:

"Het basisbedrag van de premie is €65 per vervangen vierkante meter."

**Art. 16.** In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "500 euro" vervangen door de woorden "700 euro per toestel";

2° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "1.000 euro" vervangen door de woorden "1.500 euro per toestel";

3° het artikel wordt aangevuld met de paragrafen 4, 5 en 6, luidend als volgt:

"4 Om de werkzaamheden voor de installatie van een warmtepomp voor sanitair warm water, verwarming of een gecombineerde warmtepomp te valideren, moet de aanvrager, indien van toepassing, bij de aanvraag voor de premie voor werken een kopie voegen van de standaardofferte voor warmtepompinstallaties, gepubliceerd op de website van de overheid, ingevuld en ondertekend door de aanvrager en de installateur.

§ 5 Met het oog op de validering van het werk, vermeld in paragraaf 1, 1°, maakt de aanvrager in voorkomend geval de volgende documenten over :

1° voor warmtepompen die onderworpen zijn aan Verordeningen nr. 812/2013 en nr. 814/2013, een kopie van het energielabel voor het geïnstalleerde apparaat, zoals gedefinieerd door Verordening nr. 812/2013 ;

2° voor warmtepompen die enkel onderworpen zijn aan Verordening nr. 814/2013, een kopie van het technische informatieblad zoals gedefinieerd door Verordening nr. 814/2013.

§ 6. Met het oog op de validering van het werk, vermeld in paragraaf 1, 2°, maakt de aanvrager in voorkomend geval de volgende documenten over :

2° voor warmtepompen die enkel onderworpen zijn aan Verordening nr. 813/2013, een kopie van het volledige technische informatieblad zoals gedefinieerd door Verordening nr. 813/2013;

2° voor warmtepompen die niet onderworpen zijn aan verordening nr. 813/2013, een kopie van het testverslag uitgevoerd hetzij volgens de norm NBN EN 14511 die van kracht was op het ogenblik dat de test werd uitgevoerd, hetzij volgens de norm NBN EN 15879-1, door een laboratorium dat voldoet aan de algemene eisen vastgelegd in de norm NBN EN ISO/IEC 17025 voor het uitvoeren van tests op warmtepompen of voor een andere toepassing.

Wanneer de investering betrekking heeft op de installatie van een warmtepomp die is opgenomen in de lijst van warmtepompen die beschikbaar is op de website van de overheid, zijn de paragrafen 5 en 6 niet van toepassing."

**Art. 17.** In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden punt 4° opgeheven;

2° in paragraaf 3 worden de woorden "1.000 euro" vervangen door de woorden "1.800 euro per toestel";

3° paragraaf 4 wordt vervangen door wat volgt:

" § 4. Om de werkzaamheden voor de installatie van een biomassaketel te valideren, moet de aanvrager bij de aanvraag voor de werkbonus een kopie voegen van het testrapport dat werd uitgevoerd in overeenstemming met de norm NBN EN 303-5 die van kracht was op het moment dat de test werd uitgevoerd.

Als de investering betrekking heeft op de installatie van een biomassaketel die is opgenomen in de lijst van biomassaketels die beschikbaar is op de website van de overheid, hoeft de aanvrager geen kopie van het testrapport op te sturen."

**Art. 18.** In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden punt 2° opgeheven;

2° in paragraaf 2, eerste lid, 3°, worden de woorden "bedoeld in het koninklijk besluit van 12 oktober 2010 tot regeling" vervangen door "NBN EN 13240, NBN EN 13229, NBN EN 15250, NBN EN 14785, NBN EN 12809, NBN EN 12815, NBN EN 16510.";

3° in punt 3° wordt de tabel vervangen door de volgende tabel:

| Soort brandstof   | Rendement | Emissies van koolmonoxide (CO) bij 13% O <sub>2</sub> | Uitstoot van zwevende deeltjes (PM) bij 13% O <sub>2</sub> | Emissies van stikstofoxides (NOX) bij 13% O <sub>2</sub> |
|-------------------|-----------|---|--|--|
| Pellets           | ≥ 87 %    | ≤ 250 mg/Nm <sup>3</sup>                              | ≤ 20 mg/Nm <sup>3</sup>                                    | ≤ 200 mg/Nm <sup>3</sup>                                 |
| Andere biomassa's | ≥ 75 %    | ≤ 1250 mg/Nm <sup>3</sup>                             | ≤ 30 mg/Nm <sup>3</sup>                                    | ≤ 200 mg/Nm <sup>3</sup>                                 |

4° in paragraaf 3 worden de woorden "250 euro" vervangen door de woorden "400 euro per toestel";

5° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt:

"§ 4. Om de installatie van een lokale biomassakachel te valideren, moet de aanvrager, indien van toepassing, een kopie van het testrapport opsturen dat werd uitgevoerd volgens de norm NBN EN 13240, NBN EN 13229, NBN EN 15250, NBN EN 14785, NBN EN 12809, NBN EN 12815, NBN EN 16510, bepaald volgens het type kachel, van kracht op het moment dat de test werd uitgevoerd.

Als de investering betrekking heeft op de installatie van een biomassaketel die is opgenomen in de lijst van biomassaketels die beschikbaar is op de website van de overheid, hoeft de aanvrager geen kopie van het testrapport op te sturen."

**Art. 19.** In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, tweede lid, wordt "het eerste lid " vervangen door "de paragraaf 2, eerste lid, 5°";

2° in paragraaf 3 worden de woorden "750 euro" vervangen door de woorden "1.050 euro per toestel";

3° paragraaf 4 wordt vervangen door wat volgt:

"§ 4. Om de installatie van een zonneboiler te valideren, moet de aanvrager een kopie van de standaardofferte voor thermische zonne-installaties, gepubliceerd op de website van de overheid, ingevuld en ondertekend door de aanvrager en de installateur, opsturen."

**Art. 20.** In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden tussen de woorden "van de volgende ventilatiesystemen" en de woorden "1° een gecentraliseerd enkelstrooms mechanisch ventilatiesysteem " de woorden "die zorgen voor de ventilatie van alle ruimten van de woning:" ingevoegd;

2° in paragraaf 2, wordt punt 3° opgeheven;

3° paragraaf 2 wordt aangevuld met een punt 3°, luidend als volgt: "Voor paragraaf 1, 1°, worden uitgerust met een functionaliteit op aanvraag, zoals gedefinieerd in de bijlage bij het ministerieel besluit tot bepaling van de waarden van de verminderingfactor voor de ventilatie bedoeld in bijlage A1 bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen

Voor paragraaf 1, 2° worden uitgerust, in voorkomend geval, met een warmteterugwinningssysteem met een minimumrendement van 78% volgens de norm NBN EN 308, aangevuld met bijlage G van bijlage A1 bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen;

2° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "500 euro" vervangen door de woorden "700 euro per toestel";

2° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden "1.200 euro" vervangen door de woorden "1.700 euro per toestel";

6° er wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 4. Om de werkzaamheden voor de installatie van een ventilatiesysteem te valideren, moet de aanvrager het volgende overmaken :

1° een rapport waarin wordt verklaard dat de werkelijk toegepaste ventilatiedebieten in overeenstemming zijn met de in § 2, 2° vereiste waarden;

Met betrekking tot § 1, 1°, wordt het debiet van elke mechanische ventilatieopening gemeten en, indien van toepassing, wordt de capaciteit van elke natuurlijke ventilatieopening gerechtvaardigd aan de hand van technische documentatie.

2° in voorkomend geval, een testverslag van de warmteterugwinningseenheid opgesteld volgens de norm NBN EN 308 aangevuld met bijlage G van bijlage A1 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen."

**Art. 21.** De volgende twee artikelen worden toegevoegd aan onderafdeling 2 "Ventilatiesystemen":

"Art. 21/1. § 1. Er wordt een premie toegekend voor de installatie van een gecentraliseerd mechanisch ventilatiesysteem met enkel debiet dat de ventilatie van een deel van de woning verzekert

§ 2. Om in aanmerking te komen, moet de installatie

1° voldoen aan de ventilatievoorschriften van bijlage C4 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen

2° voor de aldus bediende ruimten voldoen aan de voorschriften van afdeling C2 en, in voorkomend geval, van bijlage C3 bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen;

3° uitgerust zijn met een middel om het luchtdebiet van elke geïnstalleerde afzuigunit te regelen, afhankelijk van de ventilatiebehoeften die in de bediende ruimte(n) worden gedetecteerd:

a) een toiletruimte is ten minste voorzien van hetzij een aanwezigheidsdetector in de ruimte zelf, hetzij een CO<sub>2</sub>-detector in de ruimte zelf of in een afvoerkanal dat alleen deze ruimte bedient, hetzij een koppeling met de lichtschakelaar van de ruimte (op voorwaarde dat de toiletruimte geen directe natuurlijke verlichting heeft); ten minste één keuken is uitgerust met ofwel een CO<sub>2</sub>-detectie in de ruimte zelf of in een afvoerkanal dat alleen die ruimte bedient, ofwel een detectie van de relatieve vochtigheid in de ruimte zelf of in een afvoerkanal dat alleen die ruimte bedient;

b) andere natte ruimtes (doucheruimtes, badkamers, wasruimtes) zijn uitgerust met een relatieve vochtigheids-sensor in de ruimte zelf of in een afvoerkanal dat alleen deze ruimte bedient.



§ 3. Het basisbedrag van de premie is 200 euro per geïnstalleerd ventilatietoestel met enkele luchtstroom.

§ 4. Om de werkzaamheden voor de installatie van een ventilatiesysteem te valideren, moet de aanvrager de volgende documenten overmaken:

a) een meetrapport waarin wordt verklaard dat de werkelijk toegepaste ventilatiedebieten in overeenstemming zijn met de in paragraaf 2, 2° vereiste waarden;

b) een beschrijving van de bediende ruimten en de geïnstalleerde detectiemethoden;

Art. 21/2. § 1. Er wordt een premie toegekend voor de installatie van een gecentraliseerd mechanisch ventilatiesysteem met dubbel debiet dat de ventilatie van een deel van de woning verzekert.

§ 2. m in aanmerking te komen, moet de installatie:

1° voldoen aan de ventilatievoorschriften van bijlage C4 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen

2° voor de aldus bediende ruimten voldoen aan de voorschriften van afdeling C2 en, in voorkomend geval, van bijlage C3 bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen;

4° bevat voor elke ventilatie-eenheid, een warmteterugwinningsstelsel met een minimumrendement van 78% volgens de norm NBN EN 308, aangevuld met bijlage G van bijlage A1 bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen;

§ 3. Het basisbedrag van de premie is 400 euro per geïnstalleerd ventilatietoestel met dubbele luchtstroom.

§ 4. Om de werkzaamheden voor de installatie van een ventilatiesysteem te valideren, moet de aanvrager de volgende documenten :

a) een meetrapport waarin wordt verklaard dat de werkelijk toegepaste ventilatiedebieten in overeenstemming zijn met de in paragraaf 2, 2° vereiste waarden;

b) in voorkomend geval, voor elke geïnstalleerde inrichting voor warmteterugwinning, een testverslag over de doeltreffendheid van deze inrichting, opgesteld overeenkomstig de norm NBN EN 308 aangevuld met bijlage G van bijlage A1 van het besluit van de Waalse regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen.”.

**Art. 22.** In hoofdstuk 2, afdeling 6, van hetzelfde besluit wordt onderafdeling 3 vervangen door:

“Onderafdeling 3 - Verhoging van het productie-, distributie-, opslag- en emissierendement van verwarmingsinstallaties

Art. 22. § 1. Er wordt een premie toegekend voor de isolatie van buizen toebehorende in een onverwarmde ruimte die tegen vorst is beschermd of een onverwarmde ruimte die niet tegen vorst is beschermd;”

§ 2. Om in aanmerking te komen, moeten de investeringen voldoen aan de vereisten bepaald in bijlage C4 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen.

§ 3. Het basisbedrag van de premie bedraagt 85 euro per woning.

§ 4. Om de werkzaamheden te valideren, moet de aanvrager, indien van toepassing, een kopie van het verslag over de isolatie van warmwaterleidingen overeenkomstig bijlage C4 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen, opgesteld door de aannemer die de installatie heeft uitgevoerd, overmaken.

Art. 22/1. Er wordt een premie toegekend voor de isolatie van een verwarmingsopslagtank met een isolatiemateriaal met een warmteweerstandscoefficiënt, R, van 1,50 m<sup>2</sup> K/W of meer.

Wanneer de opslagtank voor verwarming een capaciteit heeft van vijfhonderd liter of minder, bedraagt het basisbedrag van de premie 50 euro per geïsoleerde opslagtank voor verwarming.

Wanneer de opslagtank voor verwarming een capaciteit heeft van meer dan vijfhonderd liter, bedraagt het basisbedrag van de premie 85 euro per geïsoleerde opslagtank voor verwarming.

Art. 22/2. § 1. Er wordt een premie toegekend voor de installatie van circulatiepompen met variabele snelheid.

Het basisbedrag van de premie is 35 euro per geïnstalleerde circulatiepomp, waarbij de circulatiepomp maximaal drie woningen bedient.

Het basisbedrag van de premie is 190 euro per geïnstalleerde circulatiepomp, waarbij de circulatiepomp ten minste vier woningen bedient.

§ 2. Om het werk te valideren moet de aanvrager technische documentatie indienen waaruit blijkt dat het geïnstalleerde apparaat een variabele snelheid heeft.

Art. 22/3. Er wordt een premie toegekend voor de vervanging van een voorraadtank in een verwarmingsinstallatie.

De opslagtank is niet uitgerust met een elektrisch verwarmingselement.

Wanneer de opslagtank voor verwarming een capaciteit heeft van vijfhonderd liter of minder, bedraagt het basisbedrag van de premie 100 euro per vervangen opslagtank voor verwarming.

Wanneer de opslagtank voor verwarming een capaciteit heeft van meer dan vijfhonderd liter, bedraagt het basisbedrag van de premie 170 euro per vervangen opslagtank voor verwarming.

Art. 22/4. Er wordt een premie toegekend voor de installatie van minimaal 5 thermostatische kranen op warmtestralers.

Het basisbedrag van de premie is 50 euro en een extra basisbedrag van 10 euro voor elke extra geïnstalleerde kraan.

Art. 22/5. Er wordt een premie toegekend voor de installatie van een kamerthermostaat die de producent of de circulatiepompen uitschakelt wanneer er geen vraag naar warmte is;

Het basisbedrag van de premie is €40 per geïnstalleerde kamerthermostaat.”.

**Art. 23.** In hoofdstuk 2, afdeling 6, van hetzelfde besluit wordt onderafdeling 4 vervangen door wat volgt:

“Onderafdeling 4 - Verhoging van de efficiëntie van de productie, de distributie en de opslag van sanitair warmwaterinstallaties

Art. 23. Er wordt een premie toegekend voor de vervanging van de opslagtank voor sanitair warm water.

De opslagtank is niet uitgerust met een elektrisch verwarmingselement.

Wanneer de opslagtank voor sanitair warmwater een capaciteit heeft van vijfhonderd liter of minder, bedraagt het basisbedrag van de premie 120 euro per vervangen opslagtank voor verwarming.

Wanneer de opslagtank voor sanitair warmwater een capaciteit heeft van meer dan vijfhonderd liter, bedraagt het basisbedrag van de premie 180 euro per vervangen opslagtank voor verwarming.

Art. 23/1. § 1. Er wordt een premie toegekend voor de isolatie van de leidingen van een circulatieleiding voor warm water voor huishoudelijk gebruik en de bijbehorende accessoires.

§ 2. Om in aanmerking te komen, moeten de investeringen worden gedaan in een gemeenschappelijke installatie en voldoen aan de vereisten bepaald in bijlage C4 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen.

§ 3. Het basisbedrag van de premie bedraagt 50 euro per woning.

§ 4. Om de werkzaamheden te valideren, moet de aanvrager, indien van toepassing, een kopie van het verslag over de isolatie van warmwaterleidingen overeenkomstig bijlage C4 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen, opgesteld door de aannemer die de installatie heeft uitgevoerd, overmaken.

Art. 23/2. § 1. Er wordt een premie toegekend voor de isolatie van een externe platenwarmtewisselaar.

§ 2. De isolatie wordt uitgevoerd d.m.v. isolatiemateriaal waarvan de thermische weerstandscoefficiënt R gelijk is aan 1,50 K/W of meer.

§ 3. Het basisbedrag van de premie is 85 euro per geïsoleerde externe platenwarmtewisselaar.

Art. 23/3. § 1. Er wordt een premie toegekend voor de isolatie van een warmwateropslagtank.

§ 2. De isolatie wordt uitgevoerd d.m.v. isolatiemateriaal waarvan de thermische weerstandscoefficiënt R gelijk is aan 1,50 K/W of meer.

§ 3. Wanneer de opslagtank voor sanitair warmwater een capaciteit heeft van vijfhonderd liter of minder, bedraagt het basisbedrag van de premie 50 euro per geïsoleerde opslagtank voor verwarming.

Wanneer de opslagtank voor sanitair warmwater een capaciteit heeft van meer dan vijfhonderd liter, bedraagt het basisbedrag van de premie 85 euro per geïsoleerde opslagtank.”

**Art. 24.** In artikel 24 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “7.5 € per m<sup>2</sup>” worden vervangen door de woorden “30 euro per m<sup>2</sup>”;

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

Dit bedrag is 40 euro per vierkante meter als het biogebaseerde gehalte van het product dat gebruikt wordt als onderdeel van de investering, gemeten wordt in overeenstemming met de norm prEN 16785-2 : 2018 is groter dan of gelijk aan zeventig procent. Het bewijs wordt geleverd door een externe audit, uitgevoerd volgens de norm EN 17 065.”

**Art. 25.** In artikel 25, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “1 januari 2022” vervangen door de woorden “1 januari 2026”.

**Art. 26.** In de bijlage bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 2° wordt opgeheven;

2° paragraaf 2.a wordt aangevuld met de volgende zin :

Het systeem voorkomt het risico op legionellose en is uitgerust met een conventionele veiligheidsgroep.”;

3° punt 2.a.d° wordt opgeheven;

4° paragraaf 3.a wordt aangevuld met de volgende zin :

“Het warmte-isoleren voldoet aan de voorschriften van bijlage C4 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen.”

**Art. 27.** Dit besluit is van toepassing op:

1° de aanvraag voor een auditpremie waarvoor de factuur is uitgereikt na de inwerkingtreding van dit besluit ;

2° de aanvraag voor premies voor werken waarvan de eindfactuur voor de laatste werken dateert van na de inwerkingtreding van dit besluit en waarvan de andere werken die in de aanvraag zijn opgenomen, op basis van hun eindfacturen, dateren van ten hoogste twee jaar vóór de aanvraag voor de premie voor werken;

3° de aanvraag voor een renopack ingediend, vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, bij de “Société wallonne du Crédit social” (Waalse maatschappij voor sociaal krediet) overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019 tot goedkeuring van het algemeen reglement houdende de algemene beginselen tot toekenning van kredieten door de “Société wallonne du crédit social” (Waalse maatschappij voor sociaal krediet) en de “Guichets du crédit social” (Sociaal kredietloketten);

3° de aanvraag voor een renopack ingediend, vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, bij het “Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie” (Fonds voor de huisvestingsfonds van de kroostrijke gezinnen van Wallonië) overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019 tot goedkeuring van het algemeen reglement houdende de algemene beginselen op grond waarvan de kredieten uit Fonds 2 door het “Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie” (Fonds voor de huisvestingsfonds van de kroostrijke gezinnen van Wallonië) toegestaan worden.

In afwijking van lid 1, 2°, is dit besluit niet van toepassing op de aanvrager die verzoekt om toepassing van maatregelen vóór de inwerkingtreding van dit besluit op voorwaarde dat :

1° de registratie van zijn opvolgingsrapport dateert van maximum drie jaar na de inwerkingtreding van dit besluit, en dat hij beschikt over een auditrapport als bedoeld in artikel 15, §§ 2 en 3, van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning, waarvan de registratie dateert van maximum drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit;

2° hij geen premie heeft ontvangen overeenkomstig de bepalingen van dit besluit voor een aanbevolen investering in zijn huisvestingsaudit.

**Art. 28.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2023.

De artikelen 3, 1° tot 4°, 4, 5, 1°, 6, 7, 8, 9, 2° en 3°, 10, 11, 12, 13, 14, 8°, 15, 2°, 16, 17, 2° en 3°, 18, 4° en 5°, 19, 2° en 3°, 20, 4° tot 6° houden op van kracht te zijn op 1 juli 2026.

Namen, 29 juni 2023.

Ph. HENRY  
Ch. COLLIGNON

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/47552]

**29 JUIN 2023. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 27 mai 2019 visant à établir les principes de hiérarchisation des bouquets de travaux dans un audit logement**

Le Ministre de l'Énergie et le Ministre du Logement,

Vu le Code wallon de l'habitation durable, les articles 14 et 29, modifiés en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement, l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 mai 2019 visant à établir les principes de hiérarchisation des bouquets de travaux dans un audit logement ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 juin 2023 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 février 2023;

Vu le rapport du 23 février 2023 établi conformément à l'article 3, 2° du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 23 mars 2023, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis du CESE pôle Énergie, donné le 12 avril 2023 ;

Considérant l'avis du CESE pôle Logement, donné le 12 avril 2023,

Arrêtent :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 7 mai 2019 visant à établir les principes de hiérarchisation des bouquets de travaux dans un audit logement, les modifications suivantes sont apportées :

1° un 1°/1 rédigé comme suit est inséré :

« 1°/1 la hiérarchie : l'organisation des recommandations et des bouquets de travaux ; » ;

2° au 4°, les mots «, de ses rapports de suivi des travaux » sont abrogés.

**Art. 2.** À l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « en respectant » sont remplacés par les mots « en privilégiant » ;

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, a), les (3) à (6) sont abrogés ;

3° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « en respectant » sont remplacés par les mots « en privilégiant » ;

4° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, a), les mots « d'étanchéité » et « et 9° » sont abrogés ;

5° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, a), les mots « 3° et » sont insérés entre les mots « travaux visés aux » et « 4° » ;

6° au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « Pour ce qui concerne le paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, le premier bouquet de travaux peut le cas échéant être complété par des travaux qui respectent l'ordre visé à paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°. » ;

7° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « 13° et 14° » sont remplacés par les mots « 13° à 22° » ;

8° au paragraphe 2, l'alinéa 3 est abrogé.